



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 décembre 2023

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANNEY, M. Bruno LAFON, M. Cédric PAIN.

M. Patrick DAVET donne pouvoir à M. Jean-François BOUDIGUE pour le représenter, émettre tout vote et signer tout document.

Excusé(e)s :

Mme Karine DESMOULIN, Mme Pascale GOT, M. Vincent MAURIN, Mme Béatrice AURIENTIS, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 24 novembre 2023.

- **Délibération n° : 30-2023**
- **Objet : Avenant à la convention SIBA pour la maîtrise d'œuvre des opérations de dragage des ports.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 12 décembre 2023, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 12 décembre 2023**

Délibération n° : 30-2023

Objet : Autorisation du Président du SMPBA à signer l'avenant n°1 de la convention avec le SIBA pour la maîtrise d'œuvre des opérations de dragage des ports.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5111-1 ;
Vu le schéma directeur départemental pour le traitement des vases portuaires en Gironde arrêté en 2006 ;
Vu les statuts du SIBA modifiés par arrêté du 19 décembre 2022 ; et notamment l'article 4D.5 introduisant la création de l'UGS de Césarée ;
Vu les statuts du SMPBA établis par arrêté du 11 juillet 2017 et modifiés le 23 septembre 2021,
Vu la convention de coopération 2021-2026 entre le SMPBA et le SIBA signée le 24 décembre 2020, dûment autorisée par la délibération 35-2020 du 17 décembre 2020.

Les ports et chenaux du Bassin d'Arcachon sont soumis à un envasement régulier. Pour lutter contre cet envasement et pour offrir de bonnes conditions de navigation, des opérations de dragage doivent être couramment réalisées.

Les ports des communes de La Teste de Buch, Gujan-Mestras (excepté le port de La Hume), Biganos, Lanton, Andernos-les-Bains et Arès sont passés sous gestion du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (compétent en matière de dragage en conséquence de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2002) ont souhaité organiser en commun les opérations de dragage des ports au travers d'une convention renouvelée jusqu'au 31 décembre 2026. Cette convention inclut les modalités de gestion collégiale des sédiments de dragage.

Au titre de cette gestion de sédiments, il apparaît aujourd'hui indispensable de se doter collectivement d'une nouvelle unité de gestion sur le sud Bassin.

La présente délibération vise à permettre au Président de signer l'avenant n°1 de la convention 2021-2026, ci- annexé. Il engage notamment le SMPBA à participer à la création de cette nouvelle unité de gestion à Gujan-Mestras à hauteur de 800k€ (une moitié en 2024, l'autre en 2025).

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 décembre 2023 décide :

- De donner délégation au Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon pour signer l'avenant n°1 de la convention 2021-2026, ci- annexé.
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 12 décembre 2023.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.